

# postscriptum

Bulletin du Parti socialiste genevois – Parution bimensuelle – [www.ps-ge.ch](http://www.ps-ge.ch) – Tél. 022 338 20 70

## Défendre les droits syndicaux!

**Pour le respect des droits et des libertés syndicales chez Manor.**

**Non à la modification de la Loi sur les heures de fermeture des magasins.**

Pour faire suite au licenciement de Mme Marisa Pralong, des négociations ont eu lieu le mardi 17 mars en vue de sa réintégration. Malheureusement, celles-ci ont échoué et les piquets de protestation ont repris. Plus de 5'000 personnes avaient signé la semaine dernière la pétition demandant l'annulation de ce licenciement antisyndical et le respect des droits syndicaux pour le personnel de Manor. Vous pouvez manifester votre solidarité en vous rendant à l'un des

**piquets de protestation devant les entrées de Manor chaque jour entre 12h et 14h**

En signant la pétition sur le site <http://geneve.unia.ch>

En étant présent-e-s lors du **Rassemblement de rotestation le samedi 28 mars 2009 à 16h sur la place Grenus (piquets de protestation dès 14h)**

Ce rassemblement est d'autant plus important que Fabienne Gautier, Jacques Jeannerat, Olivier Jornot et Guillaume Barazzone, député-e-s, ont déposé au nom de l'Entente un projet de loi visant à modifier la Loi sur les heures de fermeture des magasins (LHFM), selon un communiqué de presse du 23 mars 2009.

Ce projet vise à donner la possibilité d'ouvrir les commerces du lundi au vendredi jusqu'à 20 heures et le samedi jusqu'à 19h, ainsi que quatre dimanches par année. Il faut pourtant rappeler qu'à ce jour, les maigres protections

prévues dans le droit suisse du travail ne permettent plus d'assurer au personnel de la vente des conditions de travail décentes.

A Genève, alors même qu'une convention collective obligatoire pour l'ensemble du personnel existe, les syndicats relèvent que de nombreux employeurs se moquent du dispositif légal et savent que même dénoncés par les syndicats, la sanction reste faible au regard des sommes économisées.

**Défendons des conditions de travail décentes qui permettent de concilier vie familiale, vie professionnelle et vie personnelle.**

Les exigences à l'égard des vendeuses, notamment en terme de flexibilité, se sont accrues et celles-ci doivent de plus en plus accepter des temps partiels. Le fait que les horaires ne sont souvent pas connus dans les délais légaux imposés, amène les salarié-e-s du secteur de la vente à travailler dans des conditions proches du travail sur appel, ce qui n'est pas sans rappeler ce que dénonce également Marisa Pralong. Cette précarisation est inacceptable et fragilise encore plus un secteur à majorité féminin. Alors plutôt que de voir dans ce projet, comme la droite, l'opportunité de participer à l'animation de la ville, défendons des conditions de travail décentes qui permettent de concilier vie familiale, vie professionnelle et vie personnelle.

Comme le relève Jamshid Pouranpir, secrétaire syndical à Unia, «Toute flexibilisation des horaires est inévitablement synonyme de dégradation des conditions de travail et est donc à ce titre purement et strictement inacceptable.»

*Nicole Valiquer  
représentante du PSG  
au comité de soutien à Marisa Pralong*

### Cette semaine

#### PS SUISSE

Nouvelles du PSS

#### ARTICLES

Entretien avec Jean Ziegler

Solidarité avec le peuple tamoul

#### GRAND CONSEIL

Compte rendu de sessions

#### ECHOS DES SECTIONS

Contrats de quartier à Vernier

Être socialiste aujourd'hui à Carouge

#### MENINGES

Les mots croisés de Tante Adèle

#### A NE PAS MANQUER!

Cabaret Littéraire

#### VIE DU PARTI

Candidature

Commissions

Agenda

Changement d'adresse:  
Parti socialiste genevois  
Rue des Voisins 15  
1205 GENEVE

JAA  
1200 GENEVE 2

## Sommaire

Liberté syndicale: mobilisons-nous!	1
Edito : pour un green new deal	3
Nouvelles du PSS	4-5
Article: du capitalisme à la civilisation, entretien avec Jean Ziegler	6-7
Solidarité avec le peuple Tamoul	10
Comité directeur	11
Candidature: Poste de trésorerie du PSG	11
Contrats de quartiers de Vernier	12
Section carougeoise: être socialiste aujourd'hui	13
Tribunes libres	14-16
Méninges: Les mots croisés de Tante Adèle	17
Vie du Parti	18
Manifestation	19
A ne pas manquer : cabaret littéraire à Chêne Bougerie	19
Agenda	20

## Impressum

Réalisation :  
Aurore duteil

Maquette :  
Label Communications

Edition :  
Parti socialiste genevois

Pour les dons :  
CCP 12-171-3

Internet : [www.ps-ge.ch](http://www.ps-ge.ch)  
e-mail : [psg@ps-ge.ch](mailto:psg@ps-ge.ch)  
Tél. 022 338 20 70  
Fax 022 338 20 72

Tirage :  
1200 exemplaires

### Délai pour envoyer vos articles et contributions :

Le Post Scriptum est bimensuel.  
Merci de nous faire parvenir suffisamment à l'avance vos contributions.

#### **ATTENTION ATTENTION ATTENTION**

En raison des vacances de Pâques, le délai de réception de vos textes et informations pour la prochaine parution est fixé exceptionnellement au **vendredi 3 avril 2009, 12h00**, dernier délai.  
Nous vous remercions d'avance de vos futures contributions.

**Prochain numéro de Post Scriptum, jeudi 9 avril 2009**



# Pour un Green New Deal

Ce 28 mars, l'assemblée des délégués du PSS débat des conditions d'une «Relance verte». En concertation avec les partis socialistes romands, le PSG a tenu à réaffirmer quelques fondamentaux :

- La crise est un formidable révélateur sur comment fonctionne notre société, le pouvoir économique, les inégalités...
- Le fossé entre moyens et besoins, entre les exigences écologiques et sociales sur la Planète est insupportable.
- Il est urgent de réconcilier l'économie avec les besoins humains.
- L'économie doit au service d'un projet de société et pas l'inverse!

Face aux immenses inégalités sur cette Terre, le PSG souhaite un discours fort sur le commerce équitable, l'aide au développement (pour le 0,7% du PIB) et sur un nouvel ordre économique mondial.

Face aux exigences écologiques, le PSG rappelle l'objectif-clé de la société à 2000 Watts. Un assainissement énergétique du parc immobilier s'impose et donnerait du travail à bien des gens.

La «Relance verte» doit aussi

- Confirmer l'abolition du secret bancaire.
- Affirmer le rôle des banques comme service public.
- Réduire les écarts de revenus dans notre pays, où un-e salarié-e sur dix ne parvient pas à vivre de son travail.

La crise doit être l'occasion de véritables choix, et de favoriser les orientations qui ne nous conduisent pas à nouveau dans le mur !

*René Longet, président*

# Nouvelles du PSS



**20 mars 2009**

## **Le PS appelle à la tenue d'une table ronde sur l'avenir de la médecine de proximité**

Le PS soutient les médecins de famille, les assistant-e-s médicales et le personnel de laboratoire dans leur combat commun en faveur de la garantie d'une couverture médicale de base, de bonne qualité et financièrement abordable. Le conflit sur les tarifs des analyses est particulièrement préoccupant et le PS Suisse est des plus sceptiques s'agissant des mesures prévues pour celles pratiquées dans les cabinets médicaux. La baisse prévue pourrait ainsi avoir un effet boomerang et déboucher sur une péjoration de la prise en charge. En conséquence, le Comité directeur du PS Suisse appelle toutes les parties à participer à une table ronde nationale.

**20 mars 2009**

## **Formation, pouvoir d'achat, transports et énergies renouvelables: le PS refuse d'attendre une hypothétique embellie conjoncturelle.**

Afin de lutter contre la récession, le Conseil fédéral a déjà ficelé deux paquets de mesures de stabilisation qui – de l'avis du PS – manquent cruellement de substance comme d'ambition. Raison pour laquelle, au dernier jour de la session de printemps, le Groupe socialiste des Chambres fédérales a déposé quatre interven-

tions qui exigent des investissements supplémentaires dans les domaines de la formation, du pouvoir d'achat, des transports publics et des énergies renouvelables. Il suggère instamment d'inclure ces propositions dans le 3ème plan de relance de la Confédération dont le lancement est désormais inévitable.

**19 mars 2009**

## **Financement des crèches: victoire socialiste au Conseil national.**

C'est à une très large majorité que la Chambre du peuple a opté ce jour en faveur du prolongement du programme fédéral d'impulsion pour la création de structures d'accueil de la petite enfance. Le PS Suisse se réjouit de cette décision qui correspond à une de ses principales revendications. C'est que cet instrument a déjà amplement fait ses preuves: grâce aux subventions de la Confédération, plus de 21'000 places supplémentaires ont été aménagées ces dernières années dans les crèches helvétiques. Une évolution essentielle sous l'angle de l'égalité des chances comme sur les plans pédagogique et économique même si elle ne permet pas encore de répondre à l'intégralité des besoins. Grâce à ce financement additionnel, la Confédération favorise un essor indispensable des structures d'accueil extrafamiliales dans notre pays. Une mesure qui fait sens dans le cadre d'une politique économique et familiale tournée vers l'avenir.

**18 mars 2009**

## **Secret bancaire: les partis de droite veulent continuer à bricoler.**

Le débat consacré, ce mercredi, au secret bancaire par le Conseil national est venu confirmer que les partis de droite n'ont pas tiré les leçons des événements qui se sont succédé ces trois dernières semaines. Et donc laissé filer l'opportunité de passer à l'offensive et d'endiguer une bonne fois pour toutes l'évasion fiscale. Ce faisant, la droite joue un jeu très dangereux pour la place financière et économique suisse

car les attaques en provenance de l'étranger ne peuvent que croître si la Suisse ne consent pas enfin à entamer des démarches proactives.

**18 mars 2009**

## **Armes militaires à l'arsenal: l'initiative a formellement abouti.**

La chancellerie fédérale l'a confirmé ce jour: l'initiative populaire «Pour la protection face à la violence des armes» a formellement abouti. Le PS Suisse s'en félicite et s'engagera en première ligne dans le débat public et la campagne qui précédera la votation. Comme l'ont encore souligné les débats, ce lundi, du Conseil national, les partis de droite refusent de restreindre l'accès aux armes à feu malgré les drames familiaux et les victimes qu'il génère. L'initiative vient donc à point nommé. Elle exige l'entreposage des armes d'ordonnance dans des locaux sécurisés de l'armée, une plus stricte définition du permis de port d'arme, le ramassage systématique des armes inutilisées ainsi que la création d'un registre national des armes à feu. La mise en œuvre de ces dispositions est la seule solution simple et de bon sens, susceptible de minimiser les risques que les armes en libre circulation font courir aux femmes, aux enfants et aux hommes de ce pays.

**17 mars 2009**

## **Chômage et crise économique: le Groupe socialiste exige de nouvelles mesures d'urgence.**

Les perspectives conjoncturelles de la Suisse n'ont pas été aussi moroses depuis plus de trente ans. Le Groupe socialiste de l'Assemblée fédérale considère cette évolution comme particulièrement préoccupante et appelle le Conseil fédéral à lancer le troisième volet de son programme conjoncturel aussi vite que possible. Attendre de nouveaux pronostics jusqu'à l'été serait pour le moins irresponsable. Pour le Groupe socialiste, il faut notamment lancer des mesures en matière de formation et

de formation continue et consentir à des investissements dans les domaines des énergies renouvelables et des transports publics. Le renforcement du pouvoir d'achat est également prioritaire. Le PS réitère sa proposition relative à la gratuité des primes maladie pour enfants.

### 17 mars 2009

#### **La Suisse frappée de plein fouet par la récession: le Conseil fédéral n'entend rien, ne voit rien, ne dit rien.**

Le secrétariat d'état à l'économie (SECO) a publié ce jour ses nouveaux pronostics conjoncturels et le moins que l'on puisse dire est qu'ils ne sont pas favorables à l'économie. Même si la délégation à l'économie – composée de Doris Leuthard, Hans-Rudolf Merz et Pascal Couchepin – se refuse toujours à voir la réalité en face, la Suisse est bel et bien plongée dans une récession. La réserve malvenue du Département n'y change rien : 132'000 personnes sont désormais sans emploi dans notre pays et la tendance est à une forte augmentation. Le PS exige un renforcement massif des mesures de soutien conjoncturelles et appelle le gouvernement à engager immédiatement le troisième volet de son plan de stabilisation. Attendre cet été comme le prévoit Doris Leuthard serait – à la lumière des chiffres du SECO – faire preuve d'une grave imprudence. Au Conseil fédéral de prendre enfin résolument ses responsabilités et de réagir avant que la crise ne détruise de nouvelles places de travail.

### 16 mars 2009

#### **Débat au sujet des armes : aujourd'hui, le Conseil national doit enfin se soucier de la sécurité !**

Cet après-midi, le Conseil national mène un large débat sur les armes. Le PS trouve que les 330 décès par an dus aux armes sont beaucoup trop nombreux. La protection de la violence par les armes à feu doit être urgemment améliorée. Aujourd'hui, le Conseil national a

la possibilité de jouer cartes sur table et de limiter drastiquement la mise à disposition d'armes à feu. Cela n'est possible qu'avec un bouquet de mesures. En font partie le dépôt des armes à l'arsenal d'une part et d'autre part, l'interdiction de délivrer un permis pour porter une arme aux personnes en dessous de 21 ans. En outre, des mesures drastiques contre le vol de munitions militaires doivent être prises.

### 13 mars 2009

#### **Secret bancaire: le Conseil fédéral lâche du lest au dernier moment.**

Ce vendredi, le Conseil fédéral s'est enfin résigné, dans l'urgence, à changer de cap en matière de secret bancaire. Voilà très longtemps que le PS l'y enjoignait et il salue une décision qui constitue incontestablement un pas dans la bonne direction. Sur le plan de la politique extérieure, c'est un signe capital à l'intention des nombreux pays qui – à juste titre – critiquent les critères suisses à l'égard de l'évasion fiscale. En revanche, le PS considère que la prise de position du Conseil fédéral intervient beaucoup trop tard: l'obstination dont il a fait preuve jusqu'ici a d'ores et déjà considérablement dégradé l'image de la Suisse à l'étranger. Il aura fallu une énorme pression pour qu'il cède enfin, permettant ainsi sans doute de justesse à la Suisse d'échapper à une infamante inscription sur la liste noire des paradis fiscaux.

### 11 mars 2009

#### **Le Conseil des Etats refuse de débattre du secret bancaire.**

Suite à une motion d'ordre de l'UDC, activement soutenue par les radicaux et le PDC, le Conseil des Etats n'a pas voulu débattre aujourd'hui du secret bancaire. Le PS condamne fermement cette politique de l'autruche visant à ajourner ce problème urgent en espérant que les esprits se calmeront. Le PS refuse de cautionner cette politique à courte vue de la

majorité de droite du Parlement.

### 10 mars 2009

#### **Le Groupe socialiste prêt à s'engager pour la défense de l'assurance-chômage.**

Le Groupe socialiste des Chambres fédérales a mené aujourd'hui une discussion approfondie sur l'assurance chômage. Il a notamment entendu Serge Gaillard, chef de la Direction du travail au Secrétariat d'Etat à l'économie (SECO), venu présenter le projet de révision partielle de la loi fédérale sur l'assurance-chômage.

*Nouvelles du PSS recueillies sur  
www.ps-suisse.ch*

# Du capitalisme à la civilisation

Entretien avec Jean Ziegler.



***L'éclatement financier auquel on assiste et qui fêlé la représentation idéologique gonflée aux sub-primes du toujours plus et de croissance à n'importe quel prix, met en lumière et dévoile la nécessité d'une nouvelle pensée. Si, idéologiquement, l'Etat semble se profiler comme le grand gagnant de l'état de crise et comme dernière référence pouvant équilibrer les rapports de force entre les avidités des intérêts privés, leurs poussées vers l'anomie et le besoin de sécurité et stabilité du plus grand nombre, le risque demeure que la nature de cet Etat face à l'économie n'en soit un que de faire-valoir ou de potiche.***

Alors, comment faire en sorte que l'Etat soit investi d'une véritable autorité morale plutôt que d'un autoritarisme légal et faire basculer la complicité des dirigeants actuels vers un sursaut démocratique et populaire, un renouveau des voix militantes?

Nous avons souhaité revenir sur la crise de l'UBS et interviewer Jean Ziegler afin de découvrir quelles lectures il faisait de l'état de rupture actuel dans nos sociétés et des solutions existantes ou à-venir pour le dépasser. Jean Ziegler vient de publier *La Haine de l'Occident*

(Éditions Albin Michel), ce livre a obtenu le 25e Prix littéraire des Droits de l'homme.

***Sylvain Thévoz : Jean Ziegler, on sent aujourd'hui qu'une force est présente dans la société. Une force qui dit non. Qu'elle est la nature de son non ?***

**Jean Ziegler :** Dans les partis, on est toujours ramené au dogme ou au programme. Or, ce n'est pas seulement là que l'histoire se passe. Si nous ne savons pas bien ce que nous voulons, nous connaissons avec certitude ce que nous ne voulons pas. Nous refusons qu'un enfant meure de faim toutes les cinq secondes. Nous ne voulons pas l'aliénation ni être gouvernés par une main invisible qui rend infiniment riches quelques uns et renvoie à la souffrance des milliards d'autres. Nous ne voulons pas de paradis fiscaux ni d'armées inutiles, ni de secret bancaire ni d'oppression de l'homme par l'homme. Voilà la nature de ce non.

Il n'y pas de lois naturelles de l'économie. Ce sont les spéculateurs qui ont voulu nous faire croire aux autorégulations. En fait, sans régulations, sous la prétendue loi naturelle, c'est la loi du pillage qui domine. Rousseau écrit : «Entre le faible et le fort, c'est la liberté qui opprime et c'est la loi qui libère.» Le devoir collectif est de fixer les normes assurant le bonheur pour tous. Il ne s'agit pas de civiliser le capitalisme, mais de passer du capitalisme à la civilisation.

***ST : Quelle est votre lecture de ce qu'on appelle la crise des sub-primes et de l'effondrement de l'UBS ?***

**JZ :** A l'été 2007, l'UBS a dû liquider son propre Hedge-Fund: Dillon Read Capital Management. Il avait spéculé sur les papiers hypothécaires d'une façon totalement irresponsable.

En décembre 2007, l'UBS avouait une perte de 15 milliards de francs. Mars 2008: les spéculateurs de l'UBS doivent avouer des pertes sup-

plémentaires de 25 milliards de francs. Le 1er avril enfin, ils avouent 19 milliards de francs de perte additionnelle.

Octobre 2008 : les prédateurs se rendent à Berne et exigent le soutien de la Confédération. Le 16 octobre, le Conseil fédéral à majorité bourgeoise verse 6 milliards de francs, sous forme d'un prêt d'urgence à l'UBS. Puis la Banque nationale établit une société de portage. Les fonds publics mobilisés pour cette société sont de 60 milliards de dollars. Celle-ci permet à l'UBS de se débarrasser des créances pourries, c'est-à-dire de tous les papiers non négociables qu'elle a accumulés. Qui paie ? Vous et moi, les contribuables !

***ST : comment est-on arrivé à un tel laisser aller de la part de l'entreprise et de la gouvernance ?***

**JZ :** Le système de la course au profit fonctionnait de telle manière que si le bilan augmentait, les bonis de la direction et du conseil d'administration allaient de pair. De cette manière, des malfaiteurs comme Ospel, Kurer, Rohner et leurs complices, empochaient des dizaines de millions par an en gonflant leurs bilans avec des crédits pourris. Ils violaient toutes les règles de prudence et de bonne gestion. Maintenant que le moteur cale, la Banque nationale rachète les crédits pourris. Mais ce sont toujours les mêmes pilotes qui sont en place ! Ospel a été éjecté mais il n'a été qu'un fusible. Peter Kurer, l'actuel président, n'a pas bougé. Fondamentalement, aux deux tiers, ce sont les mêmes qui demeurent.

***ST : Pourquoi le Conseil fédéral n'a-t-il pas demandé de contreparties à l'UBS ?***

**JZ :** Quand on donne de tels crédits, on doit exiger des contreparties. Le Conseil fédéral aurait dû dire : «nous vous donnons plus

de 66 milliards de francs suisses, que nous proposez-vous en échange ?» Il devait exiger le remboursement de toutes les bonifications. Les banquiers sont venus à Berne à genoux et pourtant leurs revenus sont restés les mêmes !

Aucun dirigeant n'a été désavoué, aucune condition n'a été posée. Il aurait fallu prendre un paquet d'actions minimal afin de pouvoir influencer les politiques de la banque et exercer un droit de contrôle. Mais la délégation des finances du Conseil fédéral était alors composée des conseillers Couchepin, Leuthard et Widmer-Schlumpf. Or, ceux-ci représentent les partis qui ont reçu des millions chaque année de la part de l'UBS.

**ST : Une banque peut légalement graisser la patte de partis politiques en Suisse ?**

**JZ :** Oui. On n'a pas de lois sur le financement des partis ni sur l'incompatibilité des mandats. Le dernier des analphabètes, du moment qu'il est élu au parlement, est coopté dans les conseils d'administration de grands groupes comme l'UBS ou Nestlé. Peter Spühler par exemple, membre de l'UDC, était au conseil d'administration de l'UBS. Un conseiller d'administration touche pour trois séances par an dans un hôtel de luxe 500 000 francs. Nous avons un parlement largement colonisé.

**ST : Est-ce limité au domaine bancaire ?**

**JZ :** Non: je vous donne un exemple. Lorsque la nouvelle loi sur les assurances privées est passée au Conseil national, il n'y a avait eu, dans la commission préparatoire, que des représentants des conseils d'administration des assurances privées. Nous n'avons pas de lois sur l'incompatibilité. Nous n'avons pas non plus de lois sur le financement des partis. Quand Kurer est venu à Berne, il est allé voir ses clients. La délégation des finances du Con-

seil fédéral était redevable à l'UBS qui finance leurs partis à coups de millions. Comment auraient-ils pu refuser de dépanner leur bienfaiteur ? Maintenant, le débat public va venir, mais il est trop tard. L'argent a été donné et l'UBS a poussé l'arrogance jusqu'à dire qu'il n'en avait pas besoin ! C'est d'un cynisme effrayant. La société créée avec l'argent de la Banque nationale devait recueillir les crédits pourris des sub-primes américains. L'UBS y déverse maintenant des crédits polonais, tchèque et autres. Tout ce qui est pourri ou menace de l'être, ils le mettent dans le panier et c'est nous qui payons.



**ST : Le parlement suisse colonisé, des lois qui sont votées par-dessus la tête des parlementaires. Que reste-t-il de la démocratie ?**

**JZ :** Il faut nuancer. Le parlement est colonisé, c'est un fait. Mais il y a 42 socialistes sur 244 qui ne sont pas cooptés. Voltaire a dit : «La liberté est le seul bien au monde qui ne s'use que si on ne l'utilise pas». En Suisse, nous disposons d'une constitution qui permet tous les combats, mais le peuple dort ! Nous disposons en Suisse de droits constitutionnels formidables. À nous de nous en saisir, de les utiliser pour instaurer la justice sociale.

**ST : La décroissance peut-elle, à vos yeux, être une solution ?**

**JZ :** Ce qui pose un problème chez nous est la surconsommation. Mais pour les trois quarts

de l'humanité, ce sont la faim, les épidémies, la misère qui obsèdent les esprits et menacent les corps. Il y a deux enjeux. Celui de la lutte de classes théorique pour les contenus de conscience, celui de la lutte des classes matérielle sur le front de la production. La lutte des classes théorique est aujourd'hui prioritaire. Ceux qui sont sur les fronts de la production sont aliénés par des contenus de conscience erronés qui servent les dominateurs. Quand les gens disent : «La faim dans le monde a une fonction, réduire la surpopulation», ou : «Les Africains font trop d'enfants, la misère est de leur faute», ils sont victimes de contenus idéologiques erronés. Les dominateurs fonctionnent avec l'apartheid mental. La lutte des classes théorique doit être notre premier engagement pour libérer l'esprit des hommes. Quand les hommes seront libérés de ces contenus de conscience erronés, les conditions de lutte changeront presque automatiquement sur les fronts de la production.

**ST : Le sommet de Durban voué à une claire condamnation du racisme et qui avait avorté en 2001 aura une suite à Genève au printemps. Que peut-on en attendre ?**

**JZ :** J'espère infiniment qu'une théorie antiraciste universelle et cohérente puisse enfin être formulée par les Nations unies à cette occasion. Aujourd'hui, le racisme – de l'islamophobie à l'antisémitisme – fait des ravages. Le racisme est un monstre qui grandit chaque jour. En 2001, le sommet de Durban a échoué. J'espère, cette fois-ci, en avril à Genève, que les gouvernants arriveront à se parler et à formuler des normes antiracistes contraignantes.

*Propos recueillis  
par Sylvain Thévoz*

# Séances du Grand Conseil

Compte rendu de la session du 19 et 20 février, et du 12 et 13 mars 2009.



**Compte rendu des séances du Grand Conseil des 19 et 20 février et 12 et 13 mars 2009**

**Séance des 19 et 20 février**

## **Parc immobilier de l'Hospice Général**

Comme le demandaient les rapports de minorité des Socialistes (Anne Emery-Torracinta) et des radicaux, le projet de loi instituant une fondation de gestion du patrimoine immobilier de l'Hospice général (PL 10211-A) a été renvoyé en commission et heureusement ! La discussion en commission avait été écourtée par un vote (udc, pdc, libéraux) qui avait balayé le projet sans même entrer en matière. Le débat aura donc lieu, les associations concernées pourront être auditionnées et les socialistes pourront rappeler leurs positions sur le rôle que pourrait jouer le parc immobilier de l'Hospice général dans notre politique sociale.

## **Subventions pour les associations féminines**

Une large majorité a voté les contrats de prestations (LIAF) pour l'Association de Foyer Arabelle, Solidarité Femmes, SOS-femmes et Viol secours. Elles pourront recevoir leurs modestes subventions jusqu'en 2012. Les libéraux ont profité du débat pour une fois de plus mettre en cause le travail des associations et défendre la nécessité d'«une fusion pour plus d'efficience»... Rappelons le travail essentiel, diversifié et militant de ces associations dont l'investis-

sement bénévole continue à être bafoué par le parti libéral (aidé par l'udc et quelques mcg). Profitons-en pour rappeler que ces associations ne voient jamais leur subvention indexée, ce qui signifie que chaque année elles perdent des ressources pour effectuer leurs missions !

## **L'association Pro Mente Sana**

Attaqué fortement par les libéraux, l'udc et les radicaux qui souhaitaient leur enlever 20'000 francs (sur les 205'000 francs), le contrat de prestation de Pro Mente Sana a finalement été voté par une majorité socialiste, verte, pdc et mcg. L'attaque des plus fragiles est un exercice quotidien pour la droite et l'extrême-droite du Grand Conseil. Malgré la volonté du conseiller d'Etat, F. Longchamp, de faire baisser cette subvention, le plenum a confirmé son soutien au travail de Pro Mente Sana.

## **Et la droite sécuritaire...**

Le projet de loi libéral (PL 10121) qui vise à renforcer les mesures d'éloignement (interdiction d'accès à un périmètre) visant «les bandes violentes et les trafiquants – vendeurs ou acheteurs – de stupéfiants» a occupé une grande partie de la soirée. Sous le prétexte de vouloir sécuriser la population, la droite et l'extrême droite ont mené un débat populiste mélangeant les mendiant-e-s, les viols, la criminalité, le trafic de drogue, la délinquance, les rassemblements de jeunes, etc. Le mcg a été particulièrement violent et agressif.

Les Socialistes (Véronique Pürro) et les vert-e-s ont défendu des rapports de minorité démontrant que les mesures d'éloignement n'avaient résolu aucun problème de Genève et que cette loi fait des promesses inapplicables, qu'elle est liberticide. Sans nier la problématique de la sécurité ou du trafic de stupéfiants, les Socialistes ont rappelé la complexité du problème, la nécessité d'apporter des réponses multiples comme l'aide au développement dans les pays pauvres, la prévention et les soins dans le do-

maine des stupéfiants, le développement de la police de proximité, la réouverture des postes de police dans les quartiers, les crédits pour la police et pour les services sociaux, l'ouverture de lieux de rencontre pour les jeunes, etc. Malgré la très ferme intervention de Laurent Moutinot contre le projet de loi, et le refus par les Socialistes et les vert-e-s, la loi a été acceptée par tous les autres partis.

## **L'avenir des agent-e-s de sécurité municipaux, des contrôleurs municipaux du stationnement et des gardes auxiliaires des communes**

Ce projet de loi du Conseil d'Etat vise à clarifier les missions des Agents de Sécurité Municipaux (ASM) et aménager le cadre de leur collaboration avec la police cantonale et les autres services officiels. Ce projet de loi est le résultat d'un travail réalisé par le département des Institutions en concertation et collaboration avec les professionnels, les partis politiques, le Pouvoir judiciaire et les communes. La droite et l'extrême droite, en commission Judiciaire, ont amendé le projet sur plusieurs aspects, notamment en attribuant des tâches de police aux ASM comme l'application des mesures d'éloignement, en leur donnant l'appellation de « police » sans leur en donner les compétences, ou en changeant la répartition du produit des amendes en faveur de l'Etat, c'est-à-dire en défaveur des communes, contre, évidemment l'avis des communes.

Les Socialistes (Véronique Pürro) ont défendu un rapport de minorité pour défendre le projet élaboré par Laurent Moutinot et les communes et éviter que les amendements de la droite soient votés. Au final, nous avons gagné sur la répartition des amendes mais perdu sur les mesures d'éloignement. Un vote très partagé a confirmé le nom de « police municipale » et le PL a été voté.

## Séances des 12 et 13 mars

### Débats autour des allocations familiales

Les Socialistes ont profité du rapport sur un PL de l'alliance de gauche pour rappeler que la nouvelle loi fédérale sur les allocations familiales est insuffisante et que nous avons défendu, il y a quelques mois, un projet de loi proposant une réelle amélioration des allocations familiales, qui malheureusement a été rejeté. Les Socialistes ont depuis pris la décision de lancer une initiative cantonale afin de proposer à la population une véritable revalorisation des allocations familiales à Genève, qui, ne l'oublions pas, est le canton de Suisse où la vie est la plus chère ! Le PL de l'Alliance de gauche, un peu daté, a été refusé par la majorité de droite et d'extrême droite.

### Développement du quartier Praille Acacias Vernets

Une résolution du Conseil d'Etat sur le développement du PAV, traitée en commission de l'aménagement, est revenue en plénière. Les Socialistes ont fait un rapport de minorité (Alain Etienne) pour rappeler les principes qu'ils et elles souhaitent défendre au sein du débat entourant le développement de ce nouveau morceau de ville.

Sur la méthode : concertation avec les communes, les partis politiques et la société civile.  
Sur le fond : maintien des terrains en mains publiques, équilibre du logement et de l'emploi, priorité au logement d'utilité publique, priorité au tissu artisanal et aux petites et moyennes entreprises, attention à la mixité des activités : espaces publics, infrastructures sociales et culturelles, besoins scolaires.

Pour cela, les Socialistes ont proposé des amendements à la résolution du Conseil d'Etat, notamment concernant la mise en droit de superficie des terrains appartenant à l'Etat afin

de garantir que les prix du terrain ne s'envolent pas et que les pouvoirs publics restent maître du développement. Minorisés, les amendements n'ont pas passé et la motion a été renvoyée au Conseil d'Etat.

### L'aide sociale individuelle

Le projet de loi socialiste, balayé en commission, a fait l'objet d'un rapport de minorité (Laurence Fehlmann Rielle) en plénière. Le projet de loi des socialistes visait à corriger les baisses des prestations accordées aux bénéficiaires de l'aide sociale individuelle en proposant notamment de transférer la compétence des montants des prestations au parlement, en indexant les montants aux coûts de la vie et en contrecarrant les effets de seuil.

Comme toujours, les Socialistes ont été seul-e-s à défendre les personnes les plus démunies, notamment les jeunes entre 18 et 25 ans, particulièrement touchés par les baisses de prestations et à souligner le rôle accru des communes et des associations qui doivent pallier les économies de l'Etat sur le dos des personnes à l'assistance.

### Pour une convention collective à Gate Gourmet

La motion socialiste a suscité un large débat sur le respect des conventions collectives et la nécessité que l'Etat intervienne pour faire respecter les conventions. L'Udc et les libéraux, comme d'habitude, ont défendu « un marché qui s'autorégule si bien qu'on n'a vraiment pas besoin d'intervenir »... les Socialistes ont rappelé l'importance du combat visant à défendre les conditions de travail des travailleuses et des travailleurs. Une fois de plus, les Socialistes ont été minorisé-e-s et la motion a été rejetée.

### Lutter contre les effets de seuil

La motion socialiste demandant au Conseil d'Etat des mesures concrètes contre les effets de seuil (éviter que des bénéficiaires d'aides

sociales perdent brutalement leur droit à quelques francs près) a été rejetée brutalement par l'ensemble du parlement y compris les Verts sans même une explication!

### Plusieurs textes autour des EMS

Diverses motions, dont une socialiste, ainsi qu'une pétition demandant une amélioration des conditions de travail dans les établissements ont été rejetées par la droite. Notre rapporteur de minorité (Alain Charbonnier) a rappelé au Conseil d'Etat la votation populaire toujours pas concrétisée, les besoins dans les institutions qui s'occupent des personnes âgées et a défendu la pétition des travailleuses et des travailleurs en EMS dont l'audition n'était même pas relatée dans le rapport de majorité de la droite.

### Travailler plus pour gagner moins !

C'est avec cette phrase que Roger Deneys a caractérisé le projet de loi de la droite (écrit par le pdc...) proposant une modification des heures de fermeture des magasins en vue d'une nouvelle déréglementation.

Rapporteuse de minorité, Laurence Fehlmann Rielle a démontré que cette nouvelle loi n'allait pas, comme le prétend la droite, sauver l'économie genevoise mais au contraire permettre encore plus d'abus en prônant une société entièrement vouée à la consommation tout en appauvrissant sans cesse les travailleuses et les travailleurs.

En votant ce projet de loi, la droite et l'extrême droite ont encore un peu plus dérégulé la protection des travailleuses et des travailleurs, au moment où les syndicats et la gauche se mobilisent contre les attaques patronales à l'encontre des syndicats.

*Virginie Keller, députée*

# Solidarité avec le peuple Tamoul



***Allocution par la députée socialiste au Grand Conseil de Genève Lydia Schneider Hausser lors du rassemblement en faveur du peuple tamoul Place des Nations, Genève, 16 mars 2009.***

Mesdames Messieurs, Elorukum Kalevanecam  
Je vous apporte le salut fraternel du parti socialiste genevois.

Face à la situation dramatique vécue au Sri Lanka par la population civile, l'ensemble des Socialistes sont de tout coeur avec ce peuple meurtri.

Un retour à la paix le plus rapidement possible est nécessaire.

**Un retour à la paix le plus rapidement possible est nécessaire.**

Dans l'immédiat, s'adressant à toutes les parties, le Parti socialiste genevois:

- exige que les conventions de Genève soient respectées.
- rappelle que l'attaque délibérée de civils en temps de guerre est un crime de guerre. La situation des civils restés dans la zone de combat du Wannu et des civils maintenus dans le camps de déplacés dans la région de Vavuniya devrait clairement être examinée sous cet angle.
- demande que les blessés et les prisonniers de guerre soient traités selon les conventions de Genève.

Le PSG se réjouit de la prise de position claire du secrétaire général des Nations Unies Monsieur Ban Ki-Moon le 26 janvier 2009 et invite tout un chacun à oeuvrer pour un retour rapide de la paix.

Il espère que les Nations Unies prendront des mesures plus contraignantes envers les belligérants en cas de poursuite des conflits.

La population francophone est minoritaire en Suisse. Elle doit depuis des siècles se battre pour maintenir sa culture et sa place dans le pays. Genève, ville internationale accueille sur son territoire des ressortissants de tous les pays membres des Nations Unies; Genève s'enrichit cet apport multiculturel.

Tout gouvernement au pouvoir à l'obligation de respecter la Déclaration universelle des droits collectifs des peuples du 27 mai 1990.

La communauté internationale doit imposer au gouvernement de Monsieur Mahinda Rajapakse de reconnaître au peuple tamoul le droit de vivre selon sa culture et de parler sa langue, et de déclarer officiellement le Sri Lanka état multiculturel.

Mesdames et Messieurs, quelle que soit votre douleur, quelle que soit votre rage, quelle que soit votre tristesse, quel que soit votre désespoir face à cette situation inacceptable, nous devons tous être acteurs et promouvoir le respect de la déclaration universelle des droits de l'homme, ce qui implique un respect de tout individu, quelle que soit sa langue et sa culture.

La paix est «à ce prix». MANRI

*Lydia Schneider Hausser, députée*

## Comité directeur

# Comité directeur

### Résumé de la séance du comité directeur du PSG du 16 mars 2009.

#### ADD du PSS : Pour une nouvelle donne écologique et sociale.

Lors de sa séance du 16 mars, le Comité directeur a préparé l'assemblée des délégué-e-s du PSS qui aura lieu le 28 mars à Neuchâtel. Plusieurs amendements sur le papier des 10 thèses pour un new deal écologique et social» élaboré par le comité directeur du PSS, ont été préparés par le groupe des délégué-e-s du PSG. Après avoir réaffirmé des principes qui lui sont chers pour un plan de relance à la fois écologique et social, le PSG a également validé le dépôt d'une résolution préparée par Eric Peytremann, portant sur l'indépendance de l'OMS. Cette résolution est d'autant plus importante que le problème de la non-indépendance entre l'office mondial de la santé (OMS) et l'agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) a été dénoncée à plusieurs reprises. Le PSG espère

que la résolution sera adoptée et suivie d'effets concrets. Enfin, la résolution déposée par le PS vaudois sur l'abolition des forfaits fiscaux au niveau fédéral sera soutenue. Un projet de loi sera d'ailleurs prochainement déposé au niveau cantonal par les député-e-s socialistes.

#### Votations du 17 mai 2009

En vue de l'Assemblée générale du PSG du 25 mars, le Comité directeur a arrêté son préavis pour chaque objet soumis à la prochaine votation du 17 mai. Concernant les objets fédéraux, le CD recommandera de voter

- OUI au contreprojet sur les médecines complémentaires;
- NON au passeport biométrique, pour lequel il avait soutenu le référendum.

Concernant les votations cantonales, le CD recommandera de voter:

- OUI à l'adaptation du code de procédure pénal suisse
- NON à la réforme de la loi fiscale.

- OUI à la réforme de la LDTR (modification technique)

#### Le PS se mobilise

Après avoir traité de points concernant la gestion courante du parti, le CD réaffirme sa participation à plusieurs manifestations d'envergure. Le PSG se mobilisera en particulier:

- Contre le licenciement antisyndical de Marisa Pralong et invite les camarades à venir manifester leur soutien sur les piquets de protestation devant Manor, entre 12 et 14 h chaque jour.
- Contre la révision des tarifs de laboratoire, et invite les camarades à participer au rassemblement du 25 mars, organisé par l'Association des médecins.
- Le PSG soutient le référendum contre la loi sur la police lancée par le PDT et vous invite à signer et faire signer la feuille de signatures encartée dans ce numéro du Post Scriptum.

*Prochaine séance du comité directeur  
lundi 6 avril.*

## Candidature

### Trésorier / Trésorière du PSG

Suite à la démission pour motifs d'incompatibilité dans l'emploi du temps du titulaire, le Bureau du PSG cherche un-e camarade pour le poste de trésorier/ère. Le-la trésorier-ère a pour mission principale

- de veiller aux finances du Parti, et notamment de suivre l'évolution des dépenses courantes ;
- d'élaborer les budgets pour les campagnes de votations et d'élection;
- de présenter chaque année un rapport des comptes ainsi qu'un budget annuel ainsi qu'un budget quadriennal à chaque début de législature cantonale.

Le-la trésorier/ère est membre du Comité directeur ainsi que du Bureau du PSG: il-elle participe de près à la gestion quotidienne du Parti. Il-elle est appuyé-e dans son travail par le secrétariat, en particulier par la secrétaire générale et la comptable. Ce poste, qui demande quelques disponibilités et des connaissances en matière de comptabilité, est un poste militant. Et conformément à nos statuts, le-la trésorier/ère sera désigné-e lors d'une prochaine assemblée générale du PSG dont la date doit encore être fixée.

Toutes les personnes intéressées sont priées d'envoyer leur candidature (lettre de motivation et curriculum vitae) au PSG d'ici au **lundi 20 avril 2009** par courriel : [candidature@ps-ge.ch](mailto:candidature@ps-ge.ch) (avec accusé réception si possible); ou par courrier postal: 15 rue des voisins - 1205 Genève. Pour toute information, vous pouvez contacter Aurore Duteil, secrétaire générale.

# Contrats de quartier de Vernier

La réussite d'une démocratie de proximité.



***C'est avec une émotion particulière que je vois la Ville de Genève suivre l'exemple de Vernier en instaurant, à sa manière, des « contrats de quartier » pour rapprocher encore plus les citoyennes et les citoyens de la politique. On ne peut que souhaiter que d'autres communes s'inspirent de ce formidable outil démocratique pour favoriser une citoyenneté active dans les quartiers, qui constituent pour beaucoup de personnes le principal lieu de vie sociale, bien avant la commune ou le canton.***

A Vernier, ville fractionnée et ciselée par de grands axes routiers ou urbains, l'identité de quartier est très forte: on est souvent d'abord du Lignon, des Avanchets ou des Libellules. Nonostante les aspects négatifs en terme d'identité communale, ce constat a plutôt poussé les autorités à réfléchir à d'autres formes de démocratie et de participation susceptibles de susciter l'intérêt des citoyen-ne-s pour la chose publique.

En s'inspirant de ce qui se fait dans certaines villes de France et d'Allemagne, la ville de Vernier a lancé le premier contrat de quartier

de Suisse en 2005, sur la presqu'île d'Aire – le Lignon, suivi quelques années plus tard, en 2008, par celui des Avanchets. Dans les deux cas, la démarche a connu un immense engouement et le succès est manifeste, puisque ce sont des dizaines de projets d'habitant-e-s qui chaque année sont présentés à un «groupe de pilotage», chargé de leur validation.

Le principe est simple et efficace : la commune propose aux habitant-e-s d'un quartier une enveloppe budgétaire annuelle de plusieurs milliers de francs et un mode d'organisation exigeant mais peu contraignant.

Aux habitantes et aux habitants ensuite de proposer des projets, d'évaluer leur faisabilité, leur intérêt pour l'ensemble du quartier et, naturellement, leur coût.

Une fois validés à l'interne, ces projets sont soumis à un groupe de pilotage composé de deux membres du Conseil administratif, d'un représentant de chaque parti politique siégeant au conseil municipal, et de membres d'associations des commerçants ou des habitants du quartier.

Si le projet est viable et s'inscrit dans une véritable dynamique qui profite à l'ensemble du quartier, il est alors accepté et les fonds sont débloqués rapidement. C'est ainsi que des fêtes de quartier, des « vides greniers », des rampes de sécurité, des publications, une patinoire ont vu le jour sous l'impulsion des gens du quartier.

A la démocratie classique basée sur la représentativité, Vernier offre en plus à ses habitant-e-s une véritable démarche de démocratie participative.

Et l'expérience ne s'arrête par là, puisqu'il est envisagé d'offrir, à plus ou moins long terme, un « contrat » par quartier sur la commune !

**A la démocratie classique basée sur la représentativité, Vernier offre en plus à ses habitant-e-s une véritable démarche de démocratie participative.**

L'expérience qui démarre en Ville de Genève est à saluer. Il est important de souligner à quel point l'idée d'une participation active des citoyennes et des citoyens à la vie sociale – et donc politique – de leur lieu de vie, passe par des solutions de démocratie complémentaires à celles existantes.

Vernier, puis la Ville de Genève, font office de pionniers dans le domaine. D'autres communes ont déjà manifesté leur intérêt. Espérons que ces projets novateurs se multiplieront à l'avenir.

*Thierry APOTHELOZ  
Conseiller administratif  
Ville de Vernier*



# Etre socialiste aujourd'hui.

## ***Allocution d'Arlette La Chiusa, présidente de la section de Carouge à l'occasion de la fête annuelle d'hiver de la section.***

En cette année d'élections, je souhaitais partager avec vous mes réflexions sur le thème : être socialiste aujourd'hui. Nous sommes facilement en accord quand nous amenons comme référence qu'être de gauche signifie avoir égard pour les plus démunis, les déshérités, les petits, ceux que l'on sent faibles. L'écrivain Milan Kundera est de ceux qui se réfèrent à une force mobilisatrice comme «une grande Marche», marche des déshérités vers la récupération de leur dignité. Être de gauche, c'est essayer de répondre à cette souffrance, d'aider à l'alléger. La souffrance qui génère l'indignation et la mobilisation, c'est la souffrance de l'inégalité. Être socialiste, c'est viser l'égalité entre les individus - ou du moins c'est essayer de démanteler la structure de l'inégalité. C'est se comporter en entrepreneur du progrès social.

Tous les combats de gauche ciblent une injustice. Ce 10 mars, une manifestation concernait les femmes qui souhaitaient rendre visible le déficit salarial qu'elles subissent par rapport aux hommes en montrant que, depuis le mois de janvier jusqu'au 10 mars, elles ont travaillé gratuitement. Car, pour l'ensemble de l'économie suisse, le salaire moyen féminin reste inférieur de 19 % à celui d'un homme - parmi les cadres, l'écart est même de 30%. Une autre inégalité actuelle concerne la baisse des rentes LPP. Les personnes touchées par cette mesure seront celles avec un métier pénible, peu formées, avec plus de risque d'invalidité. Ni l'AVS ni les 2 piliers ne permettront de maintenir un niveau de vie décent pour ces personnes qui ont déjà eu une vie active souvent difficile. Combat depuis presque deux ans déjà avec l'Hôpital cantonal dont le plan d'austérité Victoria essaie d'instaurer petit à petit une médecine à deux vitesses. Combat au niveau de l'école publique, pour maintenir les postes d'ensei-

gnants afin de mieux encadrer et mieux répondre de manière spécifique aux besoins des enfants, ainsi que des adolescents en difficulté dans un système d'apprentissage. Ces combats professionnels dans un climat de tension envahissent la vie des gens concernés. [...]

Les inégalités ont atteint leur paroxysme avec la crise financière que nous vivons aujourd'hui. Plus qu'une crise financière, c'est une crise du système dans lequel nous sommes plongés. Peut-être est-ce une opportunité pour revoir avec plus de réalisme nos principes d'égalité, peut-être est-ce le moment de passer de l'indignation à l'alternative, de la conviction à la responsabilisation.

## **Que signifie donc être socialiste, aujourd'hui, à Carouge ?**

Pour notre section, la votation référendaire prévue en juin sera l'occasion de réaffirmer nos convictions en matière de lutte contre les inégalités. Puisque baisser le centime additionnel, c'est baisser notre aide en matière de construction d'écoles et d'équipement collectifs et c'est - entre autres - ne pas constituer les réserves nécessaires pour investir dans le logement social. Lutter contre l'exclusion et l'inégalité au quotidien, c'est mieux intégrer, c'est mieux accueillir, c'est faire savoir que l'on est le bienvenu au sein de notre communauté. C'est pourquoi nous avons participé à l'élaboration et à l'inauguration d'un parcours visant à permettre aux nouveaux habitant-e-s d'acquérir des points de repère - bâtiments et réseaux sociaux - essentiels pour leur vie au quotidien.

Dans le cadre du Conseil municipal, nous sommes attentifs à tout ce qui concerne l'aménagement de la commune en fonction de données écologiques et tout particulièrement d'améliorer les déplacements des personnes handicapées. Nos préoccupations prennent en compte le sentiment d'insécurité de nos concitoyens et les moyens d'y répondre. Nous nous efforçons d'œuvrer dans ce domaine en concertation

avec les communes environnantes. Peut-être serons-nous les premiers en Suisse Romande à organiser des cours sur la résolution de conflits, afin d'aider à faire remonter en nous « notre courage citoyen ». Un de nos autres soucis est d'aider à mieux faire connaître les jeunes Carougeois et leurs préoccupations dans la Commune. Notre société en pleine turbulence en fait des parents pauvres au niveau de la reconnaissance de leur problématique au quotidien et dans un futur parfois marqué par le pessimisme. Notre dernière préoccupation - et ce n'est pas la moindre, même si elle ne concerne qu'un petit nombre - est le fait que certaines personnes quittent notre section en disant qu'elle ne s'y reconnaissent plus. Cela suscite chez nous une réflexion de fond sur ces causes et sur de nouveaux éléments mobilisateurs à trouver.

Je voudrais terminer par une citation de Camille Dieu, députée socialiste originaire de Belgique, pour répondre à la question : qu'est ce qu' « être socialiste aujourd'hui » ? Pour elle : « C'est assurer à tout être humain la plus grande somme possible de liberté et de bien-être. Il importe, dit-elle, que nous soyons les porteurs d'une morale forte face à l'évolution spontanée dans de nombreux domaines. Il faut être révolutionnaire pour changer les esprits, l'individualisme, l'égoïsme, le repli sur soi. Être socialiste, aujourd'hui comme hier, c'est être plus qu'un électeur passif, désabusé et amer. C'est devenir un militant actif. C'est donc être digne de ceux qui nous ont précédés. Il faut voler plus haut. Voler plus haut, c'est exiger de soi le meilleur. C'est, sur le plan politique, miser sur l'idéal d'une société fraternelle, où l'homme se prend en charge avec courage, espoir et détermination. Pour moi, être socialiste, c'est cela, rien de moins, rien de plus. Je souhaite ce soir que nous trouvions en nous tous ici, un écho à cet espoir et cette détermination.

*Arlette La Chiusa, présidente de la section.*

## Tribunes libres

### Féminisme : du combat indispensable au n'importe quoi.

Celles et ceux qui, comme moi, sont souvent en Afrique, y sont chaque fois choqué-e-s par la condition misérable et profondément injuste des femmes, spécialement en milieu rural.

Une fillette passe son enfance à aider sa mère dans les corvées quotidiennes: aller chercher de l'eau au marigot à plusieurs kilomètres ou, dans le meilleur des cas, à la borne fontaine. Aller chercher du bois, balayer, etc. Avec comme conséquence souvent de ne plus pouvoir aller à l'école: la corvée d'eau (20kg sur la tête) à 8 kms prend plusieurs heures.

Puis, il s'agit pour elle de se marier le plus jeune possible (elle sera quelquefois «vendue» à un homme choisi par ses parents) et le plus vite possible d'avoir un enfant, car la stérilité est synonyme de honte et de répudiation. Enfin, très tôt, elle devra assumer les corvées quotidiennes en plus d'élever seule ses enfants: elle travaillera au champ, ira chercher de l'eau, lavera et cuisinera toute la journée avec son bébé dans le dos. Jusqu'à être usée et vieille avant l'heure.

Si elle est maltraitée, elle ne pourra pas divorcer, car dans ce cas, elle perdrait tout droit de voir ses enfants, se retrouverait sans terre ni revenus, serait rejetée par sa belle-famille et souvent malheureusement également par sa propre famille. Quand aux jeunes filles privilégiées, en général citadines, qui ont eu la chance de faire des études secondaires ou supérieures, elle doivent assez souvent «passer à la casserole» pour obtenir leur promotion. Sans aucune sanction envisageable pour leurs professeurs.

Des associations de bénévoles, suisses notamment, luttent concrètement pour l'amélioration des conditions de vie et l'émancipation des femmes, notamment en réduisant les corvées d'eau par des pompes électro-solaires dans les villages, la construction et l'équipement de dispensaires et d'écoles, et l'éclairage électro-solaire de salles où les femmes pourront être alphabétisées le soir. Du féminisme concret et non déclaratif. J'invite les féministes objectives à venir mener ces combats avec nous.

### En Europe de l'Ouest, les femmes ont conquis pas à pas, avec l'aide des hommes progressistes, des droits égaux.

Il reste encore à conquérir l'indispensable

égalité de salaire pour un travail égal, et nous Socialistes des deux sexes, nous battons et nous continuerons à nous battre côte à côte pour y parvenir. Sans aller jusqu'à inverser l'injustice comme l'a réussi le syndicat des joueuses de tennis : Serena Williams a gagné à l'Open d'Australie autant de dollars que Rafael Nadal en y «travaillant» moins de 4 fois moins longtemps ! Mais revenons sur terre (battue).

### L'apartheid au lieu de la démocratie

Il reste des «féministes» pour qui leur sexe (genre) tient lieu d'unique programme politique. Et malheureusement, plusieurs se réclament des «Femmes socialistes». Ainsi, lorsqu'il s'est agi d'élire une femme au Conseil fédéral, elles ont voté pour Mme Widmer-Schlumpf, dont le programme politique est l'inverse de celui des Socialistes. Elles avaient déjà commis la même trahison lors d'une élection genevoise. Si l'UDC-MCG vote avec ses tripes, ces «Femmes socialistes» votent avec leur sexe. . .

À Genève, alors qu'elles avaient la chance d'être dans le seul parti qui, sans bafouer la démocratie, avait depuis plusieurs législatures plus de députées que de députés, les femmes du PSG ont obtenu une modification des statuts du Parti instaurant une règle non-démocratique pour l'élection du Comité directeur: une femme peut y être élue avec moins de voix qu'un homme. Car pour elles, le seul critère pour élire l'organe politique directeur est moitié-moitié, peu importent les personnes, peu importent les compétences. L'apartheid imposé dans un parti qui a lutté contre l'apartheid en Afrique du Sud.

Il est temps de réfléchir avec sa tête et non son sexe, et de rétablir la démocratie à l'intérieur du PSG. L'inégalité la plus criante n'a rien à voir avec le sexe, mais avec le statut social: les avocat(e)s et les juristes, y compris et surtout à gauche, sont surreprésenté-e-s dans les parlements et les gouvernements.

Le parcours «école-collège-université-postes réservés dans l'administration-députation-exécutif» ne prédispose pas à comprendre la vie difficile des «gagnent petit» que les Socialistes ont vocation de défendre. Pas étonnant que les «laissés pour compte» ne se reconnaissent pas dans ces élu(e)s et votent par réaction pour n'importe quel(le) imbécile populiste d'une Union ou d'un Mouvement s'adressant à leurs tripes.

### La justice injuste envers les pères et les enfants

Les femmes suisses, à qui les conservateurs

ont trop longtemps refusé les droits politiques, et continuent à refuser les droits économiques, bénéficient dans le domaine juridique d'une injustice: l'inégalité y est pratiquée couramment au dépend des hommes. Quelle que soit la loi, la pratique du droit du divorce est appliquée systématiquement, en Suisse et à Genève particulièrement, faisant fi de la plus élémentaire justice, au détriment des pères et souvent, en conséquence au détriment des enfants. Les avocates «féministes», y compris se disant «de gauche», qui ont obtenu la suppression de la notion de chef de famille, continuent de s'opposer à l'autorité parentale conjointe, en utilisant la garde des enfants pour pouvoir réclamer des pensions alimentaires exorbitantes transformant les divorcées en femmes entretenues et coupant les enfants de leur père.

Certaines élues socialistes à Berne, se réclamant des «Femmes socialistes» qui passent leur temps devant les micros et caméras médiatiques, racontant chaque jour tout et n'importe quoi (peu importe le contenu, pourvu qu'on ait la presse), s'expriment publiquement contre l'autorité (et la garde) partagée. Elles réclament l'autorité parentale exclusive pour la mère avec la garde des enfants. Et, évidemment, la mère qui doit s'occuper des enfants ne peut pas travailler, n'est-ce pas? Il faudra donc qu'elle soit entretenue par l'ex-époux (qui se retrouve mari), qui doit également entretenir totalement les enfants sur lesquels il n'a plus aucun droit, pas même celui de les voir régulièrement si la mère y met des obstacles. Comme les juges n'entrent pas en matière sur la garde partagée en cas de conflit entre les ex-époux, la mère n'a plus qu'à entretenir le conflit en permanence pour maintenir l'injuste statut-quo, et tant pis si les enfants trinquent également. La femme entretenue durant des années n'a plus de raison de gagner sa vie, ce qui va à l'encontre de sa réinsertion professionnelle. Et c'est cette loi injuste et malfaisante que certaines «représentantes des Femmes socialistes» défendent pour passer à la radio et à la télé ! Heureusement, de nombreuses militantes privilégient la réflexion et la conséquence, comme Anne-Laure Huber (lire Post Scriptum du 27 février).

Quant à l'autre débat actuel, celui du nom de famille, où les «Femmes socialistes» défendent la suprématie du nom de famille de l'épouse (et non l'égalité), la plus médiatique de ces inénarrables a même déclaré qu'elle aurait donné à ses enfants son nom car «il est plus joli que celui

de son mari». Le degré zéro de la politique ! La logique voudrait que ces extrémistes du genre arrêtaient d'affaiblir le combat socialiste et aillent fonder leur Parti Féminin; il y a bien eu un parti des automobilistes !

*Bernard Bérout, militant socialiste  
et président de  
Ingénieurs & Architectes Solidaires  
(www.ias-ch.org)*

## Contre les directives européennes de «libéralisation»: Trois jours de grève nationale à la poste en Belgique.

- Le 2 mars, une manifestation à Bruxelles inaugurerait trois jours de grève nationale à la poste.
- Cette action fut vraiment le produit d'une poussée d'« en bas ».
- Depuis plusieurs semaines, des actions spontanées avaient eut lieu contre le plan « Géoroute 3 », qui visait à aller plus loin dans la restructuration-destruction du service public postal.

Alors que la grève a été suivie massivement, le directeur de la poste déclare: «Je ne vois pas de raison à un tel conflit. Nous étions en train de parler et n'avons jamais quitté la table des négociations.»

Les raisons du conflit sont pourtant évidentes et rappelées brutalement par le responsable du secteur poste de la CSC (syndicat chrétien), qui déclarait aux grévistes lors de la manifestation du 2 mars : « Aujourd'hui, grâce à votre travail, la poste est prête pour la libéralisation. La productivité a augmenté de 30 % en quelques années et 12 000 emplois ont été sacrifiés. En contrepartie, nous n'avons rien eu, seulement des cacahuètes.»

En guise de « contrepartie », la direction de la poste prévoit une nouvelle phase de restructuration résumée par ce responsable syndical chrétien : «Nous sommes conscients que la libéralisation doit intervenir en 2011, mais il faut des conditions de travail et de rémunération décentes. Dans quelques semaines, les «livreurs de courrier» seront engagés, pour un salaire de misère de quelque 8 euros l'heure. »

Ces livreurs (sous contrat privé et mi-temps), censés « seconder » les facteurs, sont en fait destinés à les remplacer pour les tournées

complètes. Tout cela, les postiers ne l'acceptent pas. Mais quand un dirigeant syndical leur dit, presque fièrement, « aujourd'hui, la poste est prête pour la libéralisation », on mesure à quels obstacles ils sont confrontés.

La grève générale du 2 mars succède à une multitude de grèves locales. Il y a partout une résistance acharnée pour sauver le service public. Mais il est impossible de défendre le service public en acceptant le cadre de la « libéralisation » imposé par l'Union européenne et ses directives ?

La Commission européenne estime que le marché postal européen génère un chiffre d'affaires de 90 milliards. Le moins rentable, c'est le courrier aux particuliers. En Suède, après « libéralisation », il est resté deux opérateurs : Posten AB (public) et City Mail (privé). Ce dernier ne couvre que les zones rentables à forte densité de population. Résultat : Posten AB a augmenté ses tarifs et fermé 50 % de ses bureaux.

Une conclusion s'impose en Belgique comme dans toute l'Europe : les directives européennes de « libéralisation » de la poste doivent être abrogées.

La situation en Suisse (qui n'est pourtant pas membre de l'UE) est-elle bien différente ? La direction de notre parti serait bien inspirée de revoir sa copie en matière de « politique européenne » de laquelle découle sa capacité à s'opposer (réellement !) au démantèlement programmé de la poste suisse (500 offices postaux condamnés) !

*Albert Anor*

## Travailler plus pour gagner moins ou «Effets de seuil ? Circulez, il n'y a plus rien à voir !»

Les Socialistes ont déposé en septembre dernier une motion, M 1839 (<http://www.ge.ch/grandconseil/data/texte/M01839.pdf>), visant à lutter contre les effets de seuil.

Oui, ces fameux effets pervers liés à la combinaison non coordonnée de systèmes d'aides individuels et de fiscalisation ou taxation liées à l'ensemble des revenus. Sans surprise, la droite, Radicaux et Libéraux en tête, s'oppose à cette motion et même à son étude en commis-

sion, au prétexte que le Conseiller d'Etat radical Longchamp aurait pour ainsi dire réglé tous les problèmes. Plus surprenant, les Verts – à l'exception d'un rare et précieux Vert de gauche (si, si ! ça existe !) – s'alignent sur la Droite, avec une argumentation identique: M. le Conseiller d'Etat Longchamp a déjà tout réglé, les réponses ont été données, les lois visant à supprimer les effets de seuil ont été votées, etc. Bref, circulez, il n'y a rien à dire et rien à voir !

Ben voyons...

Au prétexte que deux lois ont été votées à l'automne dernier dans le but de lutter contre ces mêmes effets de seuil dans quelques cas bien précis, subsides d'assurance maladie, PL 10292, (<http://www.ge.ch/grandconseil/data/texte/PL10292A.pdf>), aide sociale individuelle, PL 10293 (<http://www.ge.ch/grandconseil/data/texte/PL10293A.pdf>), soit en l'occurrence des lois qui visent à améliorer le sort des personnes se trouvant à l'assistance ou de condition modeste, voilà que les Verts entonnent le même refrain que M. Longchamp et la Droite: «Tout va très bien, Madame la Marquise».

J'en suis songeur. Est-ce que mes amis verts sont sous le charme de François Longchamp? Est-ce les premiers fruits amers (transgéniques?) de l'union rêvée par MM. Hodggers et Maudet? Mystère. Ce qui est par contre certain, c'est que si les effets de seuil ont été identifiés et – espérons-le – corrigés grâce aux deux lois votées à l'automne dernier, la réalité quotidienne des Genevoises et Genevois est toujours faite d'absurdes effets de seuil qui méritent d'être corrigés. Car, de la crèche au logement, en passant par les centres aérés des maisons de quartier, les systèmes de barèmes «sociaux» (toujours motivés par de nobles intentions, il ne faut pas le contester) se cumulent, en bien ou en mal. Vous gagnez enfin un peu plus ? Ben voilà, votre aide personnalisée au logement diminue, votre tarif de crèche explose et vos deux autres enfants qui vont au centre aéré payent subitement le double. Résultat des courses: vous travaillez plus et vous gagnez moins !

Le vote des Verts m'étonne d'autant plus que le Service pour la promotion de l'égalité entre homme et femme vient de publier (le 5 mars) un communiqué de presse, repris par les médias, qui parle d'une fort intéressante étude intitulée «Quand le travail coûte plus qu'il ne rapporte. Impact de la fiscalité et des frais de crèche sur l'activité professionnelle des femmes». <http://www.geneve.ch/egalite/doc/communiqués/05-03-09.pdf>.

*Suite en page 16*

## Tribunes libres

Cette étude évoque notamment le paradoxe suivant : « Dans certaines configurations, en particulier celles des femmes mariées avec deux enfants, les frais de garde et d'impôts peuvent entraîner une perte financière pour les 4ème et 5ème jours de travail. Ces mères de famille ont alors peu d'intérêt financier direct à travailler à plus de 60% ». Ce n'est pas un effet de seuil, ça ? Travailler plus pour gagner moins ? On dirait du Sarkozy dans la réalité, pas dans les discours... Quand on pense aux crèches, aux nombreux parents qui ont besoin d'une ou deux places de crèche pour pouvoir poursuivre leurs carrières professionnelles ou tout simplement espérer pouvoir boucler leurs fins de mois, je ne comprends pas que les Verts ne soutiennent pas les préoccupations légitimes des Socialistes en la matière. C'est pourtant indécent. Et nous devons nous atteler rapidement à trouver des solutions à tous les problèmes d'effets de seuil car ils pénalisent vraiment la classe moyenne. Houhou les Verts, réveillez-vous. Le développement durable ce n'est pas seulement le tri des déchets ou les ampoules économiques. Le rapport est disponible à l'adresse <http://www.ge.ch/egalite/doc/travail/conciliation/quand-l...> Mais j'espère que nous aurons l'occasion de reparler aussi de ces effets de seuil.

*Roger Deneys, député  
Blog : <http://rogerdeneys.blog.tdg.ch/>*

### De la gauche prise de tête à la gauche efficace et romantique

*« Un socialiste qui fait la gueule, ce n'est pas un socialiste optimiste. On ne suit pas les gens qui font la grimace. Le socialisme chiant, je suis contre. »  
Michel Delebarre*

La gauche européenne a tendance à se prendre la tête à l'excès et à se remettre en question continuellement. Les certitudes sont des poisons en politique, comme dans la vie. La torture des méninges n'est pourtant pas son alternative. Aujourd'hui, alors que la situation mondiale prouve que la gauche a raison depuis des années, celle-ci se déchire sur la redéfinition de son programme. L'heure devrait plutôt être à la réaffirmation de ses idéaux. Combien de fois les partis de gauche ont rabâché leur volonté de réglementer l'économie, ont affirmé leurs craintes face au capitalisme sau-

vage, ont demandé une régulation financière vers davantage d'éthique ? La droite se contentait de rire, traitant cette gauche de rétrograde. Pour les représentants des nantis, la déraison du capitalisme ne pouvait créer qu'une saine concurrence et des richesses supplémentaires. La débâcle financière mondiale actuelle prouve la justesse des thèses des forces de progrès.

**Autre registre, même constat :** Combien de fois les partis de gauche ont ressassé leurs inquiétudes face au non-respect de l'environnement, leurs craintes quant à une gestion axée sur le court terme et le fric facile, leur angoisse de voir une politique planétaire concentrée sur l'économie, laissant pour compte le social et l'écologie ? Précurseurs, les mouvements de gauche ont prôné le développement durable tandis que la droite soutenait le règne du commerce mondialisé et la fièvre spéculative. Résultat : la planète asphyxie et les humains ne sont que des clients de la surconsommation. Le réchauffement climatique, est la conséquence de la frénésie financière. Là encore, les remèdes de gauche doivent être appliqués au plus vite à cette humanité suicidaire et destructrice de son milieu vital.

**Action urgente :** Les chamailleries programmatiques de gauche, s'apparentant à de misérables querelles de clocher, doivent cesser. Ces bagarres de cour d'école, illustration trop souvent de lutte de personnes, doivent faire place à l'action. Le monde a besoin des idéaux de gauche. Le développement durable ne doit pas être une tarte à la crème, mais bien former le socle de nos valeurs. Equilibrer continuellement le social – la défense de l'être humain – avec la défense de l'environnement – notre milieu vital – et l'économie, là est notre but. C'est comme ça que l'économie sera au service de l'humain et non l'inverse.

**Une p'tite dose de romantisme :** De surcroît, il est indispensable que la gauche recherche continuellement le bonheur des citoyennes et citoyens. La gauche est trop froide alors qu'elle doit donner espoir, aimer rire, bref symboliser les bons vivants. Ernesto Cardenal, révolutionnaire, théologien de la libération et poète nicaraguayen, appelait de ses vœux l'union du socialisme et du romantisme. Voilà l'esprit dans lequel nous devons évoluer pour construire le monde de demain.

*Christian Brunier.*

### Loi en matière de chômage (J220.) du 16 décembre 2007

Aïre, le 14 février 2009

Cher Président,

Nous ne pouvons plus rester muet sur la prise en charge du chômage à Genève, en lisant la FAO n°270 du mercredi 11 février 2009, Règlement modifiant le règlement d'exécution de la loi en matière de chômage (J2 20.01) datée du 4 février 2009, dont la modification est sous le titre encouragement à la réinsertion par la distribution d'une prime unique donnée à l'institution partenaire pour chaque bénéficiaire d'un emploi de solidarité qui retrouve une activité salariée sur le marché ordinaire.

Il serait nécessaire de créer d'un groupe de travail autour de l'application de cette loi, groupe qui devrait devenir un observatoire. Il doit préparer un argumentaire pour proposer une nouvelle prise en charge du chômage le moment venu. En effet, après une année de l'application de cette loi, il y a assurément des choses à dire et je pense que plusieurs camarades seraient disposés à venir en parler. De plus, le Parti s'en opposé à cette loi, il paraît nécessaire que celui-ci fasse un travail d'observation et de critiques constructives envers celle-ci.

En ce qui concerne ce groupe, je serai d'accord de m'en charger pour autant que nous obtenions l'aval du comité directeur.

En espérant que cette proposition trouve un écho favorable au sein de la direction du Parti, je te prie de croire, cher Président, à l'assurance des mes meilleures salutations.

*Jacques Eric Richard*

### Groupe des travailleurs/seuses socialistes (GTS)

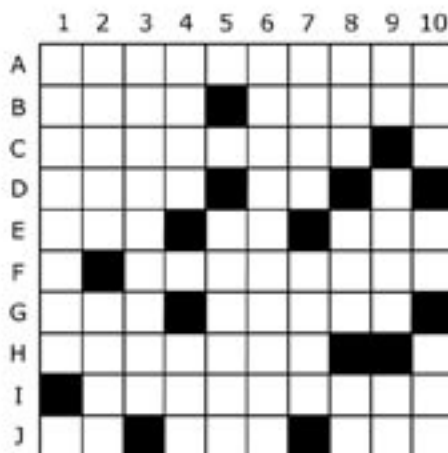
Sur mandat du bureau du PSG, le groupement des travailleurs socialistes vous invite :

**Le mercredi 8 avril à 20h  
Au local du PSG, 15 rue des Voisins  
à un groupe de travail  
sur la loi sur le chômage.**

Pour plus d'informations, contactez  
Jacques Eric Richard  
Courriel : [jacqueseric.richard@gmail.com](mailto:jacqueseric.richard@gmail.com)

## Méninges

# Les mots croisés de Tante Adèle



Solutions de la grille précédente

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
A	A	S	T	H	M	E	■	E	P	I
B	R	U	E	E	■	L	E	M	A	N
C	R	A	I	M	O	■	M	U	T	A
D	I	G	■	O	B	V	I	E	R	■
E	V	E	R	N	E	T	S	■	O	T
F	I	■	E	R	T	S	A	N	A	
G	S	O	N	D	E	■	A	J	A	X
H	T	■	A	I	R	■	I	O	T	A
I	E	B	R	E	■	C	R	U	■	N
J	S	U	D	■	P	R	E	T	A	T

Horizontalement

**A:** Voir de façon soudaine ou fugitive.**B:** Impôt dû à l'église sous l'Ancien Régime.- Vin blanc de Cadix.**C:** Son coup de poing laisse le boxeur K.O.**D:** Quelques lettres de Lioudra.- La moitié d'Otto.**E:** Toutes taxes comprises.- Cerveau de l'armée.- Un grain.**F:** Leur pelage devient blanc l'hiver.**G:** Vallée envahie par la mer.- Ils ont frayé.**H:** Bergsøng qui a perdu sa tête.**I:** Il apprécie favorablement dans un jury.**J:** Poutine est d'accord.- Dieu scandinave.- Trop loin au tennis.

Verticalement

**1:** Autrefois, se pratiquait surtout de cinq à sept.**2:** C'est la farlouse.- Douze au cinéma.**3:** Au snooker, le joueur le recherche.**4:** Cinéaste auteur du troisième homme.- Balais à l'envers.**5:** On peut se dresser dessus pour prendre un air hautain.**6:** L'église catholique vient d'en sortir un au Brésil.**7:** Désire à tout prix.- Le traître de Shakespeare.**8:** Commence une orthose.- Ancienne capitale.- Lac du Soudan.**9:** Fin de partie.- Ornaments en forme d'oeuf.- Désolé.**10:** Il est resté.- Devant les lettres.- partie de tennis.

## Vie du Parti

### Stands

Des stands sont organisés dans le cadre de la campagne de récolte pour

**Le référendum LPP «NON A LA BAISSÉ DES RENTES!»**



et l'initiative populaire cantonale  
«Pour une véritable politique d'accueil de la Petite enfance».



Alors venez nous rejoindre!

#### Section de Lancy

Samedi 28 mars, de 10h à 12h, à Lancy Centre  
Samedi 28 mars, de 10h à 12h, Migros Palettes

#### Section de Trois Chêne

Samedi 28 mars, de 10 à 12h, Migros Chêne Bourg

### Groupe égalité

La prochaine séance aura lieu:

**Mercredi 1er avril à 20h**  
**Au local du PSG, 15 rue des Voisins**  
**Code 2108A**

Ordre du jour :

Campagne pour les cantonales  
choix des actions et calendrier

Pour toute information, contactez  
Virginie Studemann Wathier, Présidente  
Groupe égalité  
Courriel: vistuwa@bluewin.ch

### Groupe FASE GIAP

La prochaine séance aura lieu

**Judi 2 avril 2009 à 20h**  
**Au local du PSG**  
**15 rue des Voisins**  
**Code 2108A**

- Quelle organisation interne pour la FASE ?
- Quels liens actuels et futurs avec d'autres institutions.

Pour plus d'informations, contactez  
Yves Delieutraz  
Courriel: ydelieutraz@bluewin.ch

### Commission santé

La prochaine séance de la Commission Santé  
aura lieu

**Mardi 7 avril à 19h30**  
**Au local du PSG, 15 rue des Voisins**  
**Code 2108A, Salle V2**  
**(Et non à l'UOG comme indiqué par er-  
reur dans le précédent PostScriptum)**

«Troubles psychiatriques, notamment troubles  
aigus, tentatives de suicides : répondre aux  
urgences, traiter la crise, et après : hospitali-  
ser ou non?»

Cet important sujet est traité en 2 séances  
avec l'aide d'experts :

a) la première séance a eu lieu le 17 mars  
pour faire un tour de table approfondi sur nos  
compréhensions / appréhensions / compré-  
hensions de la question, les problèmes d'ap-  
plication de la nouvelle législation cantonale  
de 2006 (K-1-03 et K.1.24) et nous recevrons  
une invitée de ProMenteSana

(cf. [http://www.promentesana.org/romandie/  
index.php3](http://www.promentesana.org/romandie/index.php3) ).

b) la deuxième séance aura lieu le 7 avril pour  
prendre connaissance de la situation précise  
des problèmes de la gestion des troubles psy-  
aigus et des réponses que l'on peut y apporter  
à Genève aujourd'hui et dans le futur.

Il s'agira d'une présentation suivie d'une dis-  
cussion débat avec un invité :  
Le Professeur Antonio Andreoli, président de  
l'IAEP (International Association of Emergency  
Psychiatry, association qui vient de tenir son  
congrès à Genève en février dernier)  
(cf. [http://www.iaepgeneve2009.ch/bienvenue/  
bienvenue.html](http://www.iaepgeneve2009.ch/bienvenue/bienvenue.html) ).

Séance ouverte à toutes les personnes intéres-  
sées à ce sujet.

Pour toute information, contactez  
Luisa Alonso-Pentzke,  
Présidente Commission Santé PSG,  
sante@ps-ge.ch  
Olivier Dufour, membre de la Commission  
Santé PSG, samdu4@me.com

### Groupe des tra- vailleurs/seuses socialistes (GTS)

Sur mandat du bureau du comité directeur, le  
groupement des travailleurs socialistes vous  
invite :

**Mercredi 8 avril à 20h**  
**Au local du PSG, 15 rue des Voisins**  
**Code 2108A**

**à un groupe de travail**  
**sur la loi sur le chômage.**

Cette première séance sera consacrée aux  
divers témoignages des personnes qui con-  
naissent ou on eu connaissance de l'application  
de cette loi. Tous les témoignages touchant les  
emplois de solidarités intéressent le groupe de  
travail.

Pour plus d'informations, contactez  
Jacques Eric Richard  
Courriel : jacqueseric.richard@gmail.com

## Manifestation

# Manifestation

Le PSG vous informe de la tenue de la manifestation contre le G20

**Samedi 28 mars à Genève, départ, 14h**  
**depuis le parc des Cromptes derrière la gare**

Extrait du tract d'appel à la manifestation :

«Le 28 mars, aux quatre coins du monde, l'esprit de cette grève va inspirer la mobilisation. Dans de nombreuses villes, des manifestations montreront notre détermination de ne pas accepter les politiques du G20.

En Suisse aussi, c'est à l'unisson avec des dizaines de milliers de manifestant-e-s partout dans le monde, que nous serons dans la rue. Pour y affirmer clair et fort que nous ferons tout pour ne pas payer la crise du capitalisme et que c'est avec le capitalisme qu'il faut en finir parce que c'est pour répondre à nos besoins qu'il faut produire, pas pour leurs profits !»

*Organisations signataires: Action Autonome, ATTAC-Suisse, AT-TAC-Genève, CADTM, CETIM, Forum social lémanique, Gauche anticapitaliste, Mouvement pour le socialisme, Nouveau Parti Anticapitaliste (France), Organisation socialiste libertaire, Parti du Travail Genève, Parti suisse du travail, Réseau des objecteurs de croissance, solidariteS GE, solidariteS VD, United Black Sheep.*

## A ne pas manquer

# Cabaret littéraire avec repas à Chêne Bougeries

Une autre manière de faire de la politique, ça existe. Nous avons voulu aller à la rencontre des habitants avec des mots qui disent autrement nos valeurs profondes, des mots qui fondent notre démarche et notre combat.

La politique comme valeur humaniste avec des phrases de tous les jours, mais aussi ceux des poètes du répertoire. Forts de cette réflexion, Danielle et Léon Meynet et Tina Bisanti organisent

**Samedi 16 mai à 19h**  
**un cabaret lecture de textes d'auteurs ou**  
**personnels sur le thème :**  
**Murmures et Chuchotements**

Ce thème vous inspire, vous avez un certain talent pour la lecture, le théâtre, la musique (accordéon, piano électrique, flûte, saxo, ... en solo le lieu n'est pas très grand !), vous avez envie de vous exprimer,

Contactez **Danielle MEYNET**  
 pour de plus amples renseignements  
 Courriel : <daniellemeynet@hotmail.com>  
**au plus tard à la mi-avril.**

Les textes qui traitent du thème devront avoir entre 5 à 7 minutes, ou... moins...  
 Trois répétitions seront nécessaires. Le cabaret sera largement ouvert à la population et aux ami-e-s. Alors... Pressez-vous de réagir !

## Agenda

### Jeudi 26 mars

18h30: Commission prospective (V2)  
20h30: Caucus PSVG (V1)

### Samedi 28 mars

Assemblée des délégué-e-s du PSS  
à Neuchâtel

### Lundi 30 mars

19h30: Caucus (V1)

### Mardi 31 mars, mercredi 1er avril

Séances du Conseil municipal Ville de Genève

### Mercredi 1er avril

20h: Groupe égalité (V1)

### Jeudi 2 et vendredi 3 avril

Séances du Grand Conseil

### Jeudi 2 avril

20h00: Groupe FASe/GIAP (V1)

### Lundi 6 avril

20h00: Comité directeur (V1)

### Mardi 7 avril

19h30: Commission santé (V2)

### Mercredi 8 avril

20h: GTS - groupe travail loi sur le chômage (V2)

### Vendredi 10 avril-vendredi 17 avril

**Vacances de Pâques,  
secrétariat du PSG fermé.**

### Jeudi 9 avril

20h: GTS - groupe travail loi sur le chômage (V2)

### Lundi 20 avril

20h: Comité directeur (V1)

### Mercredi 22 avril

19h30 : Coosec (V1)

### Jeudi 23 avril

20h: Comité PSVG (V1)  
20h15: Commission constituante (Maison des associations)  
20h30 : Commission urbanisme (V2)

## INFORMATIONS

### Secrétariat du PSG

A l'occasion des vacances  
de Pâques,  
le secrétariat  
du Parti socialiste  
genevois

**sera fermé du  
vendredi 10 avril au  
vendredi 17 avril**

**Nous serons de retour dès le  
lundi 20 avril 2009**

### Prochain numéro de Post Scriptum

#### Attention

En raison des vacances de  
Pâques, le délai de réception de  
vos textes et informations pour  
la prochaine parution du Post  
Scriptum est fixé  
exceptionnellement

**au vendredi 3 avril 2009,  
12h00, dernier délai.**

Nous vous remercions d'avance  
de vos futures contributions.

**Prochain numéro  
Jeudi 9 avril 2009**

Abréviations :

V1 = 15 rue des Voisins, grande salle  
V2 = 15 rue des Voisins, petite salle